

Bulletin d'histoire politique

Quelques jalons...



Volume 5, numéro 1, automne 1996

L'enseignement de l'histoire au Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063580ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063580ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1996). Quelques jalons.... *Bulletin d'histoire politique*, 5(1), 11–12.
<https://doi.org/10.7202/1063580ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

L'enseignement de l'histoire

Quelques jalons...

- 1950 Vaste consultation pancanadienne sur la question du manuel unique d'histoire du Canada. En mai, un numéro spécial de *L'Action nationale* fait le point sur la question: «Pour ou contre le manuel d'histoire unique».
- 1966 Publication du rapport Parent (Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec). Le tome 3, chapitre 20 porte sur l'histoire.
- 1970 Publication de l'enquête sur les manuels d'histoire du Canada par Marcel Trudel et G. Jain (Ottawa, Études de la Commission royale d'enquête sur le biculturalisme et le bilinguisme).
- 1974 Jean-Pierre Wallot et René Durocher lancent une campagne d'opinion pour convaincre l'Assemblée nationale de voter le caractère obligatoire de l'enseignement de l'histoire à l'école secondaire. Le député péquiste Claude Charron dépose le texte d'une proposition faisant de l'histoire une matière obligatoire.
- 1978 Le ministère de l'Éducation publie *L'École québécoise: énoncé de politique et plan d'action*. Cet énoncé de politique lançait une opération de révision de tous les programmes d'études du primaire et du secondaire.
- 1979 L'Institut d'histoire de l'Amérique française et la Société des professeurs d'histoire du Québec implantent le «Concours Lionel-Groulx» destiné aux élèves des niveaux secondaire et collégial.
- 1980 Le livre blanc sur la souveraineté-association, publié par le gouvernement du Québec contient 47 pages d'histoire sur 118.

Michel Brunet, René Durocher, Jean Hamelin, Guy Laperrière et Jean-Louis Roy commentent l'usage de l'histoire par le Parti québécois (voir *Relations*, janvier 1980, 3-7: «Du bon usage de l'histoire».

- 1982 Campagne en faveur de l'histoire nationale obligatoire au Cégep présidée par Jacques Mathieu de l'IHAF.
- 1986 Charles Bronfman crée la Fondation CRB pour relancer le goût de l'histoire chez les jeunes. Des capsules de 60 secondes sont télédiffusées par les grandes chaînes de télévision depuis le 31 mars 1991.
- 1991 Le ministre de l'Éducation du Québec, Claude Ryan, révisé le programme de sciences humaines au collégial. Le Conseil scolaire de l'Île de Montréal publie *Les Francophones québécois*, document signé par Gérard Bouchard, François Rocher et Guy Rocher, qui suscite une vive controverse.
- 1992 Le gouvernement fédéral lance une campagne publicitaire sans précédent pour fêter les 125 ans du Canada, campagne qui se confond avec celle du référendum du 26 octobre 1992 sur l'Accord de Charlottetown. Le cinéaste Brian McKenna livre une série de films sur la participation des soldats canadiens à la Seconde Guerre mondiale, *The Valour and the Horror (La bravoure et le mépris)* qui suscite de vives polémiques au sein du Sénat canadien.
- 1994 Le sénateur Gigantès mène une campagne pour empêcher la réalisation du film de Pierre Falardeau, *Octobre*.
- 1995 Les États généraux sur l'éducation au Québec relancent la discussion sur les carences du système d'enseignement, particulièrement en matière de français et d'histoire. Le ministre de l'Éducation, Jean Garon, met sur pied le Groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire, présidé par Jacques Lacoursière.
- 1996 Aux Communes, le premier ministre canadien, Jean Chrétien, a évoqué l'idée de doter le Canada d'une histoire officielle.
- 1996 Téléfilm Canada refuse le financement du film de Pierre Falardeau «15 février 1839», date de la pendaison des patriotes de Lorimier et Hindelang.